

Zeitschrift: Revue suisse : la revue des Suisses de l'étranger
Herausgeber: Organisation des Suisses de l'étranger
Band: 48 (2021)
Heft: 1

Artikel: Comment les femmes font usage de leurs droits politiques
Autor: Hirschi, Eva
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1052001>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 25.12.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Le tape-tapis, un motif qui frappe les esprits. Affiche de campagne contre le projet de suffrage féminin à Zurich en 1947.

Photo Keystone



Le camp du «oui» affichait ses arguments: «Un peuple libre a besoin de femmes libres» (1946).

Archives du Musée du design de Zurich



argumentation – elle avançait que le droit de vote, dans la Constitution, concernait aussi les femmes – «aussi téméraire qu'inédite».

Le prix à payer

Depuis le début du XX^e siècle, de plus en plus de femmes – et d'hommes – commencent à s'engager pour le suffrage féminin. Le gouvernement suisse traite l'affaire avec lenteur, et certains cantons prennent les devants. Les bouleversements sociétaux de la fin des années 60 ont enfin raison des réticences de la Confédération. Le dernier canton à introduire le suffrage féminin sera Appenzell Rhodes-Intérieures, en 1990, sur ordre du Tribunal fédéral.

«Il a toujours fallu beaucoup de volonté, pour tout», note Hanna Sahlfeld. En 1975, elle est brillamment réélue, mais finit par renoncer à son mandat. Son engagement politique fait que son époux ne trouve plus de travail en Suisse. La famille quitte le pays et recommence à zéro, près de Cologne. Hanna Sahlfeld fait partie de ces pionnières qui ont préparé le terrain pour les générations suivantes de femmes au Palais fédéral. Pour leur rendre hommage, des plaquettes ornent désormais leurs anciens pupitres. «Cela a valu la peine de se battre», conclut Hanna Sahlfeld, même si elle et son mari en ont payé le prix. Et d'ajouter qu'en matière d'égalité, beaucoup de choses paraissent aujourd'hui naturelles: «Mais si les femmes négligent de consolider leurs acquis, elles pourraient à nouveau les perdre très vite.»

En savoir plus sur les 50 ans du suffrage féminin en Suisse: www.ch2021.ch

Comment les femmes font usage de leurs droits politiques

Les femmes disposent du droit de vote et d'éligibilité depuis 50 ans. Leur proportion dans les organes politiques est en augmentation. Toutefois, des efforts sont encore nécessaires pour parvenir à une représentation équilibrée des sexes.

EVA HIRSCHI

En 2019, 84 femmes ont été élues au Conseil national. C'est 20 de plus qu'en 2015. Depuis l'introduction du suffrage féminin, en 1971, jamais on n'avait noté une telle augmentation. Et jamais la part des femmes n'avait été aussi haute – elle est aujourd'hui de 42 % – à la Chambre basse. Au Conseil des États, on note au moins un changement de tendance: après un recul de la part des femmes pendant douze ans, celle-ci a atteint un nouveau record, 26 % tout de même. «C'est un signal puissant, et qui était urgent. Il reflète l'esprit de l'époque et la grève des femmes», affirme la conseillère nationale vert'libérale Kathrin Bertschy. La Bernoise copréside alliance F, une association faïtière non partisane d'organisations de femmes défendant, entre autres, une représentation équilibrée des sexes au Parlement. Alliance F est aussi coresponsable de la campagne «Helvetia vous appelle», dont l'objectif est de soutenir systématiquement les candidates potentielles.

«Nous avons incité les partis et les responsables des listes à placer les femmes en bonne position sur les listes et avons organisé des ateliers et des programmes de mentorat pour les candidates», explique Flavia Kleiner, co-initiatrice de la campagne. «Il ne s'agit pas pour nous d'équité, mais d'une représentation correcte de la population suisse. En fin de compte, la population compte une moitié de femmes», relève Flavia Kleiner.

Tentative de rattrapage avec 170 ans de retard

Mais pourquoi a-t-il fallu 50 ans pour que la part des femmes au Parlement augmente notablement? «Il faut voir cela comme une course de relais», note Flavia Kleiner. «Les hommes ont commencé avec environ 170 ans d'avance. Il n'est donc pas étonnant qu'il faille du temps pour les rattraper.» Comme le souligne Kathrin Bertschy, les structures ont été créées par les hommes, pour les hommes: «Lors de l'introduction du suffrage féminin, on a manqué d'imposer en même temps une représentation proportionnelle des

sexes, comme c'est le cas pour les cantons ou les régions linguistiques au Conseil national. Pourtant, l'État fédéral repose sur un grand nombre de quotas. Je fais moi-même, en quelque sorte, partie des quotas bernois.»

Pendant longtemps, peu de femmes étaient élues, mais il y avait aussi peu de candidates. Pour Flavia Kleiner, cela est principalement dû à des obstacles structurels: «Parvenir à concilier travail politique et vie de famille n'est pas simple, car les séances et les rencontres ont souvent lieu le soir ou le week-end. De plus, la culture politique porte jusqu'à ce jour l'empreinte des hommes et la manière de communiquer, dans ce domaine, est parfois assez rude. L'opinion publique est aussi plus sévère à l'égard des femmes.»

Tout cela réduit l'attractivité d'un mandat politique aux yeux des femmes. Par conséquent, il faut plus d'efforts pour les convaincre de se porter candidates, relève la politologue Sarah Bütikofer, qui étudie la participation politique des femmes. Elle affirme que ce sont les partis qui sont les mieux placés pour agir: «En Suisse, l'organisation des partis est cantonale. Ils ont les moyens d'encourager les femmes et de les placer en bonne position sur les listes.»

L'élection au Conseil national ou au Conseil des États requiert généralement une expérience au niveau cantonal. Nul ou presque n'est élu directement au Parlement national. «Ce sont les caciques des partis qui font de la politique au niveau national. Il est donc indispensable d'encourager les femmes dès les niveaux cantonal et communal pour qu'il y ait des candidates qualifiées pour les fonctions plus importantes», explique Sarah Bütikofer.

Trop réservées? Trop peu sûres d'elles?

Toutefois, au niveau cantonal justement, on est encore très loin de l'égalité des sexes en Suisse. En 2019, la part des femmes dans les parlements et gouvernements cantonaux se situait entre 25 et 29 %. Et si Bâle-Ville enregistrait une progression des femmes au parlement cantonal fin d'octobre 2020 (elles sont à présent 42 %), le canton d'Argovie n'élisait à nouveau que des hommes au conseil d'État. Et la part des femmes se réduisait même au Parlement cantonal.

Martina Sigg, présidente des femmes PLR du canton d'Argovie, n'est pas satisfaite de ce résultat: «Dans certains districts, trouver des femmes n'est pas simple. Elles sont bien plus réservées et osent moins se lancer en politique: souvent, il faut les chercher activement et les convaincre. Elles se présentent rarement spontanément.» C'est pour-

quoi Martina Sigg trouve que les campagnes comme «Helvetia vous appelle» sont importantes. Il n'empêche qu'en 2019, lors du renouvellement du gouvernement cantonal argovien, elle a voté pour le candidat masculin, Jean-Pierre Gallati (UDC), et non pour Yvonne Feri (PS). «L'UDC avait droit à ce siège, et il était selon moi mieux armé pour ce mandat. Il faut aussi toujours se demander ce que l'on veut représenter: les partis ou les sexes? Pour moi, les partis ont la priorité, même si j'aurais bien sûr apprécié que l'UDC présente une bonne candidate.»

De la politique hors partis

Se présenter à une élection est une chose, aller voter en est une autre. Or, les Suissesses sont plutôt restées des électrices frileuses: l'étude électorale suisse Selects, par exemple, montre que lors des élections fédérales de 2019, 49 % des électeurs sont allés voter, contre seulement 41 % des électrices.

La politique institutionnalisée fait-elle peur aux femmes? En réalité, celles-ci sont tout à fait prêtes à s'engager pour des causes politiques: la grève des femmes de 2019 l'a bien montré. Des centaines de milliers d'entre elles ont alors défilé dans les rues. «J'ai participé moi aussi à cette grève et, depuis deux ans, je m'engage au sein de la commission fédérale «dini Mueter» (EKdM), que nous avons fondée après la grève et qui défend de meilleures conditions de travail dans la garde des enfants», relate Lina Gafner.

Âgée de 38 ans, Lina Gafner n'a pas voulu s'affilier à un parti. «Je n'aime pas les luttes de pouvoir, le culte de la personnalité, le fait d'obéir à une politique partisane. Je m'engage pour des causes précises.» C'est également le sens du travail politique et du lobbying de l'EkdM. «Mais je ne souhaite pas me charger d'un mandat politique. Les conditions structurelles ne me conviennent pas et il serait trop difficile de concilier cela avec mon travail et ma famille», note l'intéressée.

La conseillère nationale Kathrin Bertschy salue les formes alternatives de participation politique. Cependant, elle insiste: «Il est important que les femmes soient aussi représentées au Parlement, et qu'elles ne laissent pas toute la place aux hommes. Car c'est là qu'on peut le mieux changer les choses et améliorer les lois et les conditions qui concernent les femmes.»



D'après Flavia Kleiner, les femmes ont besoin de temps: «Les hommes ont commencé avec environ 170 ans d'avance.»



Katrin Bertschy est heureuse de la progression des femmes au Parlement: «C'est un signal puissant, et qui était urgent.»



Sarah Bütikofer: «Les partis ont les moyens d'encourager les femmes et de les placer en bonne position sur les listes.»